



confederation
of tomorrow

Sondage de 2019 auprès des Canadiens

VERS LA RÉCONCILIATION :
PERSPECTIVES AUTOCHTONES
ET NON AUTOCHTONES

Sommaire

OCTOBRE 2019

**Environics
Institute**
For Survey Research


CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE
CONSTITUTION FÉDÉRALISME

Mowat Centre
ONTARIO'S VOICE ON PUBLIC POLICY

**CANADAWEST
FOUNDATION**

IRPP INSTITUTE FOR RESEARCH
ON PUBLIC POLICY



ST. FRANCIS XAVIER
UNIVERSITY
BRIAN MULRONEY
INSTITUTE OF GOVERNMENT

Introduction

Contexte

Pendant une bonne partie de la fin du XXe siècle, la politique canadienne a été marquée par des tentatives visant à réformer ou à démanteler la fédération du pays, tentatives dont les enjeux étaient déterminants. Les premiers ministres se sont rencontrés régulièrement pour conclure des ententes mégaconstitutionnelles, alors que les gouvernements du Québec et les gouvernements fédéraux successifs ont lutté au moyen de nouvelles stratégies pré- et post-référendaires. Les années 1990 à elles seules ont vu se tenir un référendum national sur la Constitution, puis un second référendum sur l'indépendance du Québec, dont les résultats ont été serrés, et émerger deux nouveaux partis politiques fédéraux constitués à l'échelle régionale — le Parti réformiste et le Bloc québécois — qui ont tour à tour formé l'Opposition officielle.

Les dernières années laissent croire que les tempêtes de ce genre sont enfin derrière nous. Une nouvelle génération de Canadiens, aujourd'hui de jeunes adultes, ne conservent aucun souvenir direct des crises de l'unité nationale. Ce qu'il restait des partis régionaux s'est réuni une fois de plus autour des options nationales traditionnelles de gauche, du centre et de droite. À une époque où d'autres pays doivent affronter la montée du nativisme tourné vers lui-même, le Canada semble offrir un espoir à titre d'exemple de réussite du multiculturalisme et du fédéralisme multinational capable de réconcilier l'unité et la diversité.

En fait, le 150e anniversaire du Canada en 2017 a marqué l'une des seules fois où le pays a pu célébrer un anniversaire important sans crise d'unité nationale grave. Le 50e anniversaire du Canada est tombé au milieu de la Première Guerre mondiale et d'une crise de conscription qui a divisé le pays entre les Britanniques et les Français. Le 75e anniversaire du pays a eu lieu pendant une autre guerre mondiale, avec une deuxième crise de conscription qui se profilait à l'horizon. Le centenaire, bien que rempli d'optimisme, a coïncidé avec la Révolution tranquille et a précédé la création du Parti québécois d'un an seulement. Le 125e anniversaire du pays, en 1992, a presque été oublié dans la foulée du référendum sur l'Accord de Charlottetown — avec les gains électoraux spectaculaires du Bloc québécois et du Parti réformiste, puis la réélection d'un gouvernement du Parti québécois qui a suivi.

Même si de tels événements sont maintenant chose du passé, le programme politique actuel demeure rempli de problèmes non résolus qui pourraient facilement diviser

les Canadiens sur les failles de la région et de l'identité. Les controverses concernant les pipelines transnationaux opposent les alliés régionaux d'autrefois, alors que le respect des obligations internationales du pays relativement aux changements climatiques est maintenant en péril en raison des provinces qui remettent en question le bien-fondé du prix du carbone. Comme l'essor engendré par les ressources en Alberta et dans les régions avoisinantes est révolu, le soutien de la population de l'Alberta, non seulement envers les politiques environnementales, mais aussi envers des ententes de partage des richesses plus larges au sein de la fédération, se voit remis en question.

Pendant ce temps, l'exposé de principes du gouvernement du Québec sur sa « façon d'être Canadiens » a été lancé en 2017 sans provoquer de réponse sérieuse de la part de ses partenaires de la Confédération. Cet exposé a été suivi de la perte du pouvoir du seul parti politique fédéraliste avoué de la province, qui a obtenu sa plus faible proportion du vote populaire à vie. Les provinces de l'Atlantique continuent quant à elles de chercher des façons de contrer leur déclin démographique et leur faible pouvoir économique. Dans le Nord, les trois territoires mettent en œuvre différentes formes de délégation du pouvoir, à la fois d'Ottawa vers les gouvernements territoriaux, et des gouvernements territoriaux vers certaines formes de gouvernements autochtones autonomes. Et le manque de mesures concrètes pour traduire les engagements verbaux faits à l'égard de la réconciliation avec les peuples autochtones menace de miner l'harmonie du pays, et la réputation du Canada à l'étranger.

Bref, comme le Canada a franchi le cap des 150 ans, une fois de plus de nouvelles dimensions et de nouveaux défis à la structure et à la gouvernance du pays demandent maintenant une plus grande attention. Ces questions sont considérées par les gouvernements, les groupes de réflexion et les universitaires, mais il est aussi important que le reste des Canadiens se fassent entendre, puisqu'ils ont à la fois le droit de parole et des intérêts à l'égard des résultats. Il importe également d'entendre ce que la nouvelle génération de citoyens a à dire, tant en ce qui a trait aux défis non résolus dont elle a hérité qu'aux défis émergents qu'elle doit affronter.

La Confédération de demain – Sondage de 2019 auprès des Canadiens

L'objectif de l'enquête de 2019 est de sonder la population

sur la Confédération de demain. Le titre « Confédération de demain » est repris de la conférence phare du même nom organisée en novembre 1967 par le premier ministre de l'Ontario de l'époque, M. John Robarts. La conférence a permis aux chefs politiques des 10 provinces de mettre en commun leurs perspectives sur l'avenir prometteur du pays et de jeter les bases d'une fédération plus solide tirant parti de l'énergie et de l'enthousiasme suscités par le centenaire du Canada. L'objectif de cette conférence n'était pas de prétendre que des solutions simples pouvaient régler les problèmes complexes du moment, mais plutôt de veiller à ce que chaque région ait la chance d'exprimer ses perspectives distinctes sur le pays et de se faire entendre.

C'est dans cet esprit que l'enquête de la Confédération de demain 2019 a été menée auprès d'échantillons représentatifs d'habitants de chaque province et chaque territoire de façon à connaître leurs points de vue sur le système fédéral du pays aujourd'hui et dans l'avenir. La recherche s'appuie sur des enquêtes pancanadiennes effectuées au cours des dernières décennies afin de comprendre non seulement ce que les Canadiens pensent aujourd'hui, mais aussi d'observer comment les perspectives publiques ont évolué au fil du temps.

La recherche a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec cinq organismes de politiques publiques de premier plan au pays : le Centre Mowat, la Fondation Canada West, le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, l'Institut de recherche en politiques publiques et le Brian Mulroney Institute of Government de l'Université Saint Francis Xavier.

Dans le cadre de la recherche, un sondage d'opinion publique pancanadien a été effectué en ligne (pour les provinces) et par téléphone (pour les territoires) auprès d'un échantillon représentatif de 5 732 Canadiens des deux sexes, âgés de 18 ans et plus, lequel comprenait 645 personnes qui se sont identifiées comme Autochtones, entre le 14 décembre 2018 et le 16 janvier 2019. De plus amples renseignements sur l'échantillon de l'enquête sont fournis à l'Annexe II.

Au sujet de ce rapport

Ce rapport est le troisième d'une série de trois rapports qui présentent les résultats de cette recherche. Il met l'accent sur la façon dont les Autochtones perçoivent le pays et leur place au sein de celui-ci, sur la façon dont les non-Autochtones voient la situation des Autochtones au Canada et sur la façon de faire progresser le processus de réconciliation selon les Autochtones et les non-Autochtones. Les deux premiers rapports, intitulés *Le*

Canada : rapprochement ou éloignement ? et *Pour un fédéralisme efficace*, ont été publiés plus tôt cette année.

Des renseignements supplémentaires sont fournis sous pli séparé ; ils présentent les résultats pour chaque question de l'enquête par région et par province ou territoire, selon les caractéristiques démographiques et pour d'autres segments de la population. Tous les résultats sont présentés sous forme de pourcentage, à moins d'indication contraire.

Remerciements

Cette recherche a été rendue possible grâce au soutien d'un grand nombre d'organismes et de personnes. Les partenaires de l'étude tiennent à remercier, pour leur précieuse contribution, Mme Ginger Gosnell-Myers, pour ses commentaires sur une ébauche précédente ; MM. Darcy Zwetko et Tom Hatry, d'Elemental Data Collection Inc. ; ainsi que M. Steve Otto et Mmes Cathy McKim et Elaine Stam, pour leur excellent travail dans le cadre de la production du rapport définitif. Enfin, nous tenons à exprimer toute notre reconnaissance aux 5 732 Canadiennes et Canadiens, notamment aux 645 Autochtones, qui ont donné de leur temps pour nous faire part de leurs perspectives sur la Confédération de demain.

Note sur la terminologie : Le terme « Autochtone » est employé tout au long du rapport pour désigner les Premières Nations, les Métis et les Inuits. Dans le présent rapport, les termes « non-Autochtones » et « Canadiens non autochtones » font référence aux personnes qui ne s'identifient pas comme Autochtones (Premières Nations, Métis ou Inuit). Lorsque le rapport fait mention de tous les répondants de l'enquête, autochtones et non autochtones, ils sont souvent simplement appelés « Canadiens ».

L'échantillon total de l'enquête est assez grand pour permettre de présenter les résultats pour chaque province et chaque territoire de façon distincte, lorsque cela est pertinent. L'échantillon composé de non-Autochtones est assez grand pour permettre de présenter les résultats pour chaque province de façon distincte, mais pas pour les territoires individuellement. Comme l'échantillon de la population autochtone est plus petit, les résultats pour les Autochtones peuvent seulement être ventilés géographiquement selon trois grandes régions : l'Est du Canada (comprenant les quatre provinces de l'Atlantique, le Québec et l'Ontario), l'Ouest du Canada (comprenant les quatre provinces de l'Ouest) et le Nord (comprenant les trois territoires). Dans le présent rapport, le terme « Nord » fait donc référence aux trois territoires, et les termes « habitants du Nord » ou « Canadiens du Nord » désignent les habitants des trois territoires.

Sommaire

Au sens le plus strict, la fédération canadienne est composée de ses 13 instances provinciales et territoriales. Toutefois, l'entité politique du Canada s'est formée et s'est développée dans le contexte plus large d'une série d'ententes avec les peuples autochtones qui vivaient sur ses terres depuis des milliers d'années quand sont arrivés les premiers explorateurs, commerçants et colons européens. Ces ententes ont pris la forme de traités, de décrets royaux et, plus récemment, de dispositions constitutionnelles reconnaissant les droits particuliers des Premières Nations, des Métis et des Inuits. La structure fédérale du Canada et la répartition des pouvoirs doivent donc tenir compte de la réalité constitutionnelle plus large des droits des Autochtones.

De façon plus générale, la communauté politique canadienne qui a émergé après la Confédération a toujours représenté plus qu'un partenariat entre les unités infranationales ; elle visait aussi à accommoder, au sein d'un seul État, les besoins et les intérêts de différents peuples. Bien que cet aspect de la Confédération ait initialement été conçu comme un partenariat entre les Anglais et les Français, il a été contesté au fil du temps, puis a été revu afin de devenir plus inclusif, d'abord pour un groupe plus large d'Européens et d'autres ethnies non autochtones, puis pour les peuples autochtones vivant au Canada.

Pour ces raisons, il serait impossible de tenter d'évaluer, de moderniser ou de repenser la fédération canadienne aujourd'hui sans inclure les perspectives des peuples autochtones et sans aborder les problèmes liés à la prospérité et au bien-être des peuples et des communautés autochtones. C'est le sujet du présent rapport, qui est le troisième de la série présentant les résultats de l'enquête de la Confédération de demain 2019 menée auprès des Canadiens.

Le premier rapport, *Le Canada : rapprochement ou éloignement ?*, s'est penché sur les identités des Canadiens ainsi que sur les opinions à savoir dans quelle mesure la fédération répond aux intérêts des 13 provinces et territoires. Le deuxième rapport, intitulé *Pour un fédéralisme efficace*, a mis l'accent sur les façons dont le gouvernement fédéral et les gouvernements provinciaux et territoriaux devraient travailler ensemble à titre de partenaires fédéraux pour aborder les enjeux clés.

Ce troisième rapport examine comment les Autochtones perçoivent le pays et leur place au sein de celui-ci, comment les non-Autochtones voient la situation des peuples

autochtones au Canada, et de quelle façon les Autochtones et les non-Autochtones pensent que devrait progresser le processus de réconciliation. Le rapport indique que la plupart des Canadiens croient que de simples citoyens comme eux ont un rôle à jouer pour faire progresser la réconciliation. La société canadienne reconnaît aussi les écarts de niveau de vie entre les Autochtones et les non-Autochtones, et le besoin de combler ces écarts. La plupart des Canadiens appuient un certain nombre de politiques précises pouvant améliorer le bien-être des Autochtones et faire progresser la réconciliation, comme l'accroissement du financement public des écoles autochtones ainsi que le transfert des pouvoirs de l'autonomie gouvernementale aux communautés autochtones. De plus, une majorité de Canadiens autochtones et non autochtones ont confiance en la capacité des Canadiens à surmonter leurs différences au sein du pays. En même temps, seule une minorité de Canadiens non autochtones perçoivent les Autochtones comme possédant des droits uniques qui les distinguent des autres groupes ethniques et culturels au Canada, ou sont convaincus que le développement des ressources qui se trouvent sur les territoires traditionnels des peuples autochtones ne devrait pas se faire sans le consentement des peuples autochtones des territoires en question. Il semble donc que l'appui de mesures précises au sein de la société canadienne pour faire progresser la réconciliation ne soit pas toujours étayé par la conscience des différentes réalités constitutionnelles et juridiques qui ont une incidence sur la situation des Premières Nations, des Métis et des Inuits au pays.

Voici un résumé des conclusions précises :

Identité

Le premier rapport de cette série, *Le Canada : rapprochement ou éloignement ?*, a confirmé que la plupart des Canadiens ont des identités imbriquées ou des identités qui se chevauchent, combinant à la fois l'identification au Canada et à leur province ou territoire avec d'autres identités liées à la langue, la race, le sexe ou la religion. La même chose s'observe chez les Autochtones du Canada. Trois Autochtones sur quatre disent se considérer à la fois comme Autochtone et comme Canadien (que ce soit d'abord comme Autochtone puis comme Canadien, également comme Canadien et comme Autochtone, ou d'abord comme Canadien puis comme Autochtone). Relativement peu de répondants se sont identifiés exclusivement comme

Canadien ou Autochtone. Un répondant sur trois s'est identifié comme Autochtone d'abord ou seulement comme Autochtone, cette proportion étant plus élevée chez les Premières Nations, et inférieure chez les Métis et les Inuits.

Parallèlement, huit Autochtones sur dix disent que leur nation ou communauté autochtone est importante pour leur sentiment d'identité personnelle. La proportion d'Autochtones qui ont indiqué que leur langue, leur région ou province et leur sexe sont importants pour leur sentiment d'identité personnelle est tout aussi élevée. Les personnes qui se sont identifiées comme Inuits ont été particulièrement susceptibles de dire que leur région, leur sexe, leur langue et leur religion étaient très importants pour leur sentiment d'identité personnelle.

Les peuples autochtones au Canada : perspectives non autochtones

Malgré l'enchâssement des droits des Autochtones dans la constitution canadienne, une minorité de Canadiens non autochtones sont d'avis que les peuples autochtones détiennent des droits uniques. Alors que deux Canadiens sur cinq sont d'avis que les Autochtones détiennent des droits uniques en tant que premiers résidents du continent, une proportion légèrement plus élevée (près d'un Canadien sur deux) pense que les peuples autochtones sont comme les autres groupes culturels ou ethniques que l'on trouve dans la société multiculturelle du Canada. Dans le Nord, près de sept personnes sur dix sont d'avis que les Autochtones ont des droits et des privilèges uniques en tant que premiers résidents du continent — une proportion beaucoup plus élevée que partout ailleurs au Canada. Dans les provinces, la proportion de répondants qui appuient la notion selon laquelle les Autochtones ont des droits uniques est plus élevée que la moyenne au Québec et au Nouveau-Brunswick, et est plus faible dans les Prairies, à Terre-Neuve-et-Labrador et à l'Île-du-Prince-Édouard. Les points de vue sur cette question sont similaires entre les hommes et les femmes, entre les groupes d'âge et chez les personnes de différents niveaux de scolarité.

En revanche, les Canadiens reconnaissent beaucoup plus les écarts de niveau de vie entre les Autochtones et les non-Autochtones. Trois quarts des Canadiens non autochtones disent que, d'après ce qu'ils savent ou ce qu'ils ont entendu dire, il existe un écart important ou un écart modéré entre le niveau de vie des peuples autochtones et celui des autres Canadiens en général.

Même s'ils reconnaissent les obstacles auxquels font face de nombreux Autochtones, un grand nombre de Canadiens non autochtones n'osent pas blâmer leur propre comportement ou celui de leur gouvernement. Une pluralité de Canadiens non autochtones disent que l'attitude de la population canadienne, les politiques gouvernementales canadiennes et les peuples autochtones eux-mêmes sont tous de manière égale des obstacles à l'atteinte de l'égalité économique et sociale pour les peuples autochtones. Et trois sur dix sont d'avis que les peuples autochtones eux-mêmes sont le plus grand obstacle à l'atteinte de l'égalité. Ces deux réponses combinées signifient que sept Canadiens non autochtones sur dix sont d'avis que les Autochtones représentent au moins en partie un obstacle à l'égalité. La proportion de répondants qui ont indiqué que les plus gros obstacles à l'égalité sont les peuples autochtones eux-mêmes est deux fois plus élevée que la proportion de répondants qui ont dit que les politiques gouvernementales canadiennes sont l'obstacle le plus important, et plus de trois fois plus élevée que la proportion de répondants qui croient que l'inégalité est attribuable à l'attitude de la population canadienne.

Vers la réconciliation

Au Canada, une vaste majorité d'Autochtones et de non-Autochtones appuient des politiques précises pour aborder la réconciliation entre les peuples autochtones et non autochtones, comme l'offre d'un financement du gouvernement pour veiller à ce que toutes les communautés autochtones aient de l'eau potable et des logements adéquats, ou l'accroissement du financement des écoles autochtones de façon à ce qu'elles reçoivent le même montant de financement que les autres écoles. La principale différence entre les points de vue des Autochtones et des non-Autochtones est que les Autochtones sont plus susceptibles de se dire fortement en faveur de telles politiques. Aucune de ces politiques n'a fait face à une opposition de plus d'un Canadien non autochtone sur quatre. L'appui envers ces politiques est le plus fort dans les trois territoires du Nord, et est le plus faible dans les provinces des Prairies.

Une majorité de Canadiens sont aussi d'avis que les simples citoyens canadiens ont un rôle à jouer dans les efforts visant à réconcilier les peuples autochtones et non autochtones. Ce point de vue est partagé par des proportions plus ou moins égales d'Autochtones et de non-Autochtones, mais ces derniers le maintiennent de façon plus prononcée. Près d'un Canadien sur sept est d'avis que les citoyens canadiens n'ont aucun rôle à jouer dans les efforts visant la réconciliation.

Autodétermination des Autochtones

Une majorité de Canadiens appuient le transfert des pouvoirs de l'autonomie gouvernementale aux communautés autochtones, mais la proportion d'Autochtones qui l'appuient est plus élevée, et leur appui est plus fort, comparativement aux non-Autochtones. L'appui global est similaire parmi les Premières Nations, les Métis et les Inuits, mais la proportion qui appuie fortement l'autonomie gouvernementale est plus élevée chez les Inuits et les Premières Nations que chez les Métis.

Les Canadiens sont ouverts au partage des richesses générées par le développement des ressources naturelles avec les Autochtones qui détiennent les territoires traditionnels où se trouvent ces ressources, mais sont moins certains du besoin d'obtenir au préalable le consentement des Autochtones pour le développement de ces ressources. Plus spécialement, une pluralité de Canadiens sont d'avis que les Autochtones devraient avoir droit à leur juste part des redevances touchées pour le développement des ressources naturelles qui se trouvent sur les territoires traditionnels des Autochtones. Si une majorité d'Autochtones maintiennent que les gouvernements devraient attendre que les peuples autochtones aient donné leur consentement pour le développement des ressources qui se trouvent sur les territoires traditionnels, les non-Autochtones en sont moins persuadés : près du tiers des non-Autochtones sont d'accord, mais encore plus sont d'avis que ça dépend des circonstances. Près d'un sur quatre croit que le développement devrait aller de l'avant même si les peuples autochtones ne donnent pas leur consentement.

Attitudes envers le gouvernement et la fédération

Les Autochtones et les non-Autochtones ont des points de vue similaires sur beaucoup de questions générales concernant le rôle du gouvernement et de la fédération canadienne. Les Autochtones sont seulement un peu moins satisfaits que les non-Autochtones quant à la façon dont les choses vont dans notre pays de nos jours. La satisfaction est la plus faible chez les personnes qui s'identifient comme Métis, comparativement à celles qui s'identifient comme étant membres des Premières Nations (spécialement celles qui vivent dans les réserves) ou Inuits. Lorsqu'on leur demande quel est le problème le plus important pour les Canadiens aujourd'hui, les Autochtones sont plus susceptibles de mentionner l'inégalité des revenus,

la pauvreté et l'itinérance, suivis par le chômage et le gouvernement ainsi que la représentation politique.

Les Autochtones et les non-Autochtones au Canada ont des opinions similaires sur la façon dont la fédération canadienne fonctionne, avec une exception importante, laquelle a trait à la pertinence du gouvernement fédéral. Les Autochtones sont considérablement plus susceptibles que les non-Autochtones de convenir que le gouvernement fédéral est devenu pratiquement inutile pour eux. La proportion de répondants qui se disent d'accord avec cette affirmation est particulièrement élevée chez les Inuits.

Enfin, une majorité d'Autochtones et de non-Autochtones au Canada se disent confiants en la capacité des Canadiens de surmonter leurs différences au sein du pays. Les Inuits et les Premières Nations sont plus susceptibles d'exprimer une forte confiance que les Métis. Les membres des Premières Nations qui vivent dans les réserves sont spécialement susceptibles d'exprimer un haut niveau de confiance.

Divergences de perspectives au pays

Les résultats de l'enquête soulignent un bon nombre de différences importantes dans des sous-groupes parmi les populations autochtones et non autochtones. Parmi les Autochtones, il y a parfois des différences importantes quant à l'intensité du point de vue chez les personnes qui s'identifient comme étant des Premières Nations, Métis ou Inuits. Chez les non-Autochtones, il y a généralement des différences entre les provinces et les régions, les habitants des territoires appuyant invariablement davantage les peuples autochtones et les droits des Autochtones, et les habitants des Prairies les appuyant souvent le moins.

De plus, parmi les non-Autochtones, il existe parfois des différences de point de vue entre les hommes et les femmes, et entre les groupes d'âge. Pour deux questions, ces différences se combinent, et le contraste le plus important s'observe entre les points de vue des hommes plus âgés et des femmes plus jeunes. Les hommes plus âgés sont plus de deux fois plus susceptibles que les femmes plus jeunes de jeter le blâme sur les peuples autochtones eux-mêmes pour les inégalités économiques et sociales auxquelles ils sont confrontés. Les hommes plus vieux sont aussi les moins susceptibles d'appuyer l'énoncé selon lequel les gouvernements devraient attendre que les peuples autochtones donnent leur consentement pour le développement des ressources, alors que les femmes plus jeunes l'appuient le plus.

Malgré ces conclusions, dans certains cas, c'est l'absence de différences significatives parmi les groupes d'âge au sein de la population non autochtone qui se démarque le plus. Par exemple, pour les questions relatives aux droits et privilèges uniques des Autochtones ou au rôle des citoyens canadiens pour faire progresser la réconciliation, les opinions des

Canadiens non autochtones plus jeunes et plus vieux ne sont pas si divergentes. Ainsi, dans l'ensemble, les résultats ne semblent pas indiquer un changement générationnel uniforme dans les points de vue pour toutes les questions ayant trait aux peuples autochtones couvertes par l'enquête.

Cette étude a été menée par l'Environics Institute for Survey Research, en partenariat avec les organisations suivantes :

LE CENTRE MOWAT

était un groupe de réflexion indépendant sur les politiques publiques qui était situé à la Munk School of Global Affairs and Public Policy de l'Université de Toronto, et était la voix de l'Ontario, fondée sur des faits et non partisane, en matière de politiques publiques. Il menait des recherches collaboratives en politiques appliquées, formulait des recommandations novatrices fondées sur la recherche et favorisait un dialogue public sur les questions nationales les plus importantes pour le Canada. Le Centre Mowat a cessé ses activités en juin 2019.

LA FONDATION CANADA WEST

La Fondation Canada West se penche sur les politiques qui façonnent l'Ouest et, par extension, le Canada. Au moyen de travaux de recherche et d'analyse indépendants fondés sur des données probantes, elle offre des solutions pratiques pour répondre aux défis en matière de politiques publiques auxquels l'Ouest doit faire face, tant à l'échelle locale que mondiale. <http://cwf.ca>

LE CENTRE D'ANALYSE POLITIQUE – CONSTITUTION ET FÉDÉRALISME (CAP-CF) À L'UNIVERSITÉ DU QUÉBEC À MONTRÉAL (UQAM)

Le Centre d'analyse politique - Constitution et fédéralisme, à l'Université du Québec à Montréal, a pour mission de stimuler la recherche sur la politique constitutionnelle et le fédéralisme et de produire un savoir innovant, analytique et normatif sur les enjeux constitutionnels contemporains au Canada et dans les autres fédérations. <https://capcf1.wixsite.com/accueil>

L'INSTITUTE DE RECHERCHE EN POLITIQUES PUBLIQUES

L'Institut de recherche en politiques publiques, fondé en 1972, est un organisme canadien indépendant, bilingue et sans but lucratif. Sa mission consiste à améliorer les politiques publiques en produisant des recherches, en proposant de nouvelles idées et en éclairant les débats sur les grands enjeux publics auxquels font face les Canadiens et leurs gouvernements. <http://irpp.org/fr/>

THE BRIAN MULRONEY INSTITUTE OF GOVERNMENT

Le Brian Mulroney Institute of Government, fondé en 2018 et situé à l'Université St. Francis Xavier, a comme objectif de trouver des solutions créatives à des questions complexes touchant la gouvernance et les politiques publiques pancanadiennes et internationales. Ses activités de relations publiques, en plus de son programme universitaire de premier cycle de quatre ans en politiques publiques et gouvernance, visent à éclairer et façonner le discours pancanadien et international sur les enjeux qui touchent la politique, l'économie, la sécurité et la société. www.stfx.ca/mulroney-institute-government

ENVIRONICS INSTITUTE FOR SURVEY RESEARCH

L'Environics Institute for Survey Research mène des recherches sociales et d'opinion publique pertinentes et originales liées à des questions touchant les politiques publiques et le changement social. C'est au moyen de tels travaux de recherche que les organisations et les gens peuvent mieux comprendre le Canada d'aujourd'hui, la façon dont il évolue et son avenir possible.

